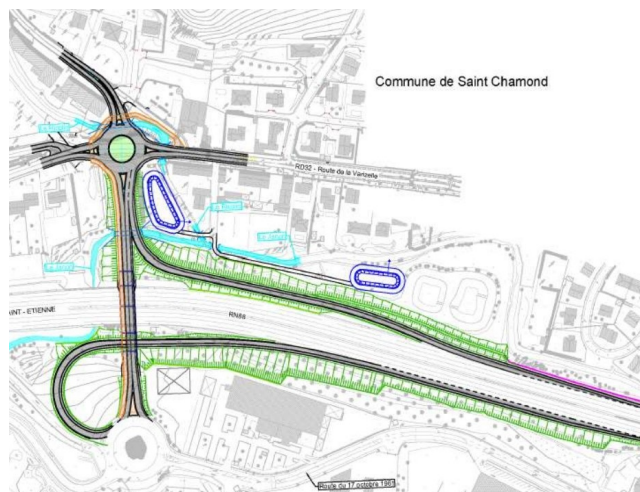


# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

## RN88-COMPLÉMENT DU DEMI-ÉCHANGEUR DE LA VARIZELLE - Tranche : Travaux principaux

Catégorie opération 1



N88  
42400 SAINT-CHAMOND

## TABLEAU DES REVISIONS

---

Indice	Date	Description
1	23/02/2024	Plan Général de coordination Phase 2 "Travaux principaux"

## SOMMAIRE

<b>TABEAU DES REVISIONS .....</b>	<b>2</b>
<b>0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....</b>	<b>5</b>
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC .....	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC .....	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC .....	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION .....	5
<b>1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>7</b>
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE .....	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS .....	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	9
1.8 DIVERS.....	9
<b>2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR .....</b>	<b>10</b>
2.1 PLANNING .....	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	10
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE .....	12
2.6 DIVERS.....	13
<b>3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR .....</b>	<b>14</b>
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier .....	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier .....	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	16
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place .....	16
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	17
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX .....	18
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER .....	18
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	18
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	18

3.5.2 Travaux divers .....	19
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	19
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS .....	20
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER .....	20
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	21
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS .....	22
<b>4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER .....</b>	<b>23</b>
<b>5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT .....</b>	<b>24</b>
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX .....	24
5.2 CANTONNEMENTS.....	24
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES .....	25
5.3.1 Mise en place bungalows .....	25
5.3.2 Cantonnement à étages. ....	25
5.3.3 Installation électrique.....	25
<b>6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE .....</b>	<b>26</b>
6.1 ORGANISATION.....	26
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES .....	26
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé .....	26
6.2.2 Interdiction de fumer .....	26
<b>7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS ....</b>	<b>28</b>
7.1 PPSPS .....	28
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE .....	28
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS .....	28
7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	28
<b>8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>30</b>
<b>9 Annexes .....</b>	<b>31</b>
Règlement CISSCT .....	31
Panneau : En cas d'accident.....	31

## 0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

---

### 0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

### 0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

### 0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

### 0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

### 0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### 0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Éviter les risques.
- 2 – Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

## 1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

### 1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

#### RN88-COMPLÉMENT DU DEMI-ÉCHANGEUR DE LA VARIZELLE

N88

42400 SAINT-CHAMOND



### 1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

#### Description

Cette phase 2, opération appelée "Travaux Principaux" viens à la suite de la phase 1 qui concernait le dégagement des emprises et la dépollution des terres.

Les travaux comportent:

- Au nord de la RN88:

- \* La création d'un carrefour giratoire sur la RD 32 "Route de la Varizelle" et les voies attenantes.
- \* La création d'une aire de stationnement
- \* La création de stockage d'un bassin d'eaux pluviales et l'aménagement d'un bassin existant
- \* Le rétablissement d'un merlon et d'un écran acoustique
- \* La création d'un ouvrage hydraulique et le rescindement sur le ruisseau "Le Ricolin"

\* La création d'un ouvrage hydraulique et le rescindement sur le ruisseau "Le Janon"

- Au sud de la RN88:

\* L'aménagement du giratoire sur la rue du 17 octobre 1961 (reprise d'une voie existante pour accès à la RN88)

- RN88 création d'un ouvrage d'art de franchissement entre les giratoires nord et sud.

### Nombre de niveaux (infra et superstructure)

Sans objet

### Nature de la couverture / toiture

Sans objet

### Nature des façades

Sans objet

## 1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	DIR REG ENVIR AMENAGEMENT LOGT AUVERGN 5 PLACE JULES FERRY 69453 LYON CEDEX 06	
CSPS	QUALICONSLT SECURITE 5b Rue Claude Chappe Business Park Lyon Monts d'Or 69771 SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR CEDEX	TEL : 04 72 19 81 30
Inspection du travail	DREETS UC2 11 rue de la Loire Balaÿ 42021 Saint-Etienne Cedex 1	TEL : 04 77 43 41 24
OPPBTP	OPPBTP 45 Avenue Leclerc 69007 LYON	TEL : 04 78 37 36 02
CARSAT	CARSAT RHONE-ALPES FAUX Antenne du Service Prévention Loire 1 Rue de l'Informatique 42000 SAINT-ETIENNE	TEL : 04 77 92 85 80 FAX : 04 77 92 85 86
Hôpital le plus proche	Centre Hospitalier Universitaire Rive De Gier 56 Rue des Martyrs de la Résistance 42800 Rive-de-Gier	TEL : 04 77 75 04 33
Centre anti-poison	CENTRE ANTI-POISON ET DE TOXICOVIGILANCE DE LYON 162 Avenue Lacassagne Bâtiment A, 4ème étage 69424 LYON CEDEX 03	TEL : 04 72 11 69 11

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

#### 1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 08/01/2024 pour une durée de 16 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 30.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 1 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994 avec constitution d'un CISSCT.

Mode de dévolution des travaux : Entreprise générale

L'opération de catégorie 1 est soumise à CISSCT, dont le projet de règlement est en annexe.

Si des travailleurs détachés sont affectés à l'opération, le maître d'ouvrage doit porter à la connaissance de ces travailleurs(par affiche pérenne apposée dans le local vestiaire) les informations sur la réglementation française de droit du travail qui leur est applicable(durée du travail, salaire minimum, hébergement, prévention des chutes de hauteur, EPI obligatoires, droit de retrait). Ces informations sont traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance de ces salariés.

Mode de passation des marchés : Public

#### 1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

#### 1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

#### 1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Voir articles 1.4 et 7.4.

#### 1.8 DIVERS

Sans objet.

## 2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

---

### 2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

### 2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude de sol : G1 G2 établit par Société Alpine de Géotechnique 38610 GIERES N° 10911-0

Ce document est joint au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

UN relevé de site après exécution de la phase 1 sera réalisé par la MO et transmis aux entreprises

### 2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.s.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établie par l'entreprise, auprès des concessionnaires : **Toutes les entreprises concernées**

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Réseaux impactés : électricité (aérien ou enterré), gaz, eau potable, eaux usées, eaux pluviales, chauffage urbain...

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux.

### 2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Les installations de chantier seront implantées comme suit:

- Une base vie principale comportant les installations sanitaires/douches, réfectoires et vestiaires. Les locaux de conduite de chantier (bureaux, salle de réunion)

- Les bases vies chantier annexes pour les sanitaires, réfectoire et vestiaires.

Autorisation d'occupation de la voie publique à la charge des entreprises concernées.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Un PIC général représentant l'ensemble des installations (Accès, bases vie, stockages, accès secours, limites de chantier, circulations,...) Autant de PIC nécessaires pour les installations de bases vie annexes.	Suivant directives de la MO et MOE	Entreprise principale	Entreprise principale
Clôture	Clôture de chantier sur l'ensemble des secteurs de travaux de type "Herras" H: 2,00 ml assemblage par système "menottes"	Selon le PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
Portail et portillon	Portail de chantier sur l'ensemble des secteurs de travaux de type "Herras" H: 2,00 ml comportant une fermeture avec chaîne et cadenas.	Selon le PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
Homme trafic	Personnel désigné par chaque entreprise concernée	Voie publique, au droit des accès du chantier	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Dévoisement voirie publique	Demande d'autorisation à faire (commune, réseaux de transports publics, services de secours...)	Selon le besoin avec validation de la MO et MOE	Entreprise principale	Entreprise principale

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	<p>Panneaux type:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence d'un chantier</li> <li>• Sortie de camion,</li> <li>• Chantier interdit au public,</li> <li>• Port des EPI...</li> <li>• Limitation de vitesses</li> </ul> <p>Eclairage de signalisation de chantier.</p> <p>La signalisation temporaire sera conforme à l'arrêté "8 ème partie" de l'instruction interministérielle du 6 décembre 2011 (J.O. du 22 décembre 2011) et validée par les gestionnaires des voies concernées.</p>	En amont du chantier, sur les clôtures	Entreprise principale	Entreprise principale
Grue et engin de levage	<p>Demande d'autorisation à faire (commune, réseaux de transports publics, services de secours...)</p> <p>Balisage et barriérage</p>	en périphérie des engins avec périmètre de sécurité	Entreprise principale	Entreprise principale

### Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et/ou sur demande du CSPS, pourra décider de faire appliquer les mesures précédentes par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

## 2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Chaque entreprise doit diffuser avant intervention au lot principal la liste du personnel susceptible d'intervenir sur le chantier, y compris personnels détachés et intérimaires.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Suivant PIC principal et annexes	Entreprise principale	Entreprise principale

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP propre à chaque salarié	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Liste du personnel	Panneau d'affichage dans la base vie	Entreprise principale	Entreprise principale

### Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et/ou sur demande du CSPS, pourra décider de faire appliquer les mesures précédentes par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

## 2.6 DIVERS

Le PIC principal et les PIC annexes phase réalisation seront réalisés par le lot principal en phase de préparation de chantier, et seront mis à jour autant que nécessaire à l'avancement du chantier.

L'entreprise titulaire du lot principal établira avant démarrage des travaux un (des) plan (s) d'installation de chantier (PIC) qui devra préciser, pour chaque phase de l'opération:

- Le tracé des limites de chantier (le cas échéant), avec implantation des accès véhicules et piétons,
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les réponses aux DICT,
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier,
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par l'opération,
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires (signalisation) et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux,
- Le principe de circulation et voies, piétonnes, véhicules, engins intérieures au chantier ainsi que leurs limites d'emploi (en fonction de la résistance des sols, du gabarit et de la déclivité),
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules,
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets,
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement,
- L'implantation des zones de stockage,
- L'implantation des zones de cantonnement,
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repli,

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier et mis à jour par l'entreprise titulaire du lot principal. Toutes les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan.

## 3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

### 3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

#### 3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Tout nouveau intervenant / entreprise sur le chantier devra initialement prévenir la MOE et l'entreprise principale de sa venue. Un accueil sera organisé afin de renseigner l'intervenant / entreprise des règles de sécurité et de déplacement sur le chantier.	A l'entrée de chaque zone de chantier	Entreprise principale	Entreprise principale
Voie intérieure	Voie stable et compactée, pente inférieure à 10%, avec installation de GBA en bordure de voie si présence de talus	Selon le PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
Aire de livraison	Les aires de livraison seront adaptées à la manœuvre des véhicules en toute sécurité tous gabarits. Un homme manœuvre accompagnera toute les manœuvres jusqu'à la sortie sur le DP.	Selon le PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
Aire de stationnement	Voie stable et compactée, horizontale et balisée	Selon le PIC	Entreprise principale	Entreprise principale

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Signalétique des sens de circulation et règles de priorité Avertisseur sonore et feux de recul	Selon PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
Homme de manœuvre	Personnel désigné par chaque entreprise concernée	Toutes zones de chantier	entreprise concernée	entreprise concernée
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur sonore et feu de recul	Sur chaque engin	entreprise concernée	entreprise concernée
Nettoyage avant sortie	Aire de lavage avec bac de rétention	Selon PIC avant sortie sur la voie publique	Entreprise principale	Entreprise principale

### 3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Tout nouveau intervenant / entreprise piétons sur le chantier devra initialement prévenir la MOE et l'entreprise principale de sa venue. Un accueil sera organisé afin de renseigner l'intervenant / entreprise des règles de sécurité et de déplacement sur le chantier.	Selon PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
Accès au cantonnement	Voie stable et compactée avec balisage et/ou protection collective, dissociée des voies des véhicules et engins	Selon PIC	Entreprise principale	Entreprise principale

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement cantonnement/chantier	Voie stable et compactée avec balisage et/ou protection collective, dissociée des voies des véhicules et engins	Selon PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
Séparation piétons/véhicules	Balisage et/ou GBA, à déterminer en fonction de la nature du trafic	Selon PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
Protection accès chantier	Voie stable et compactée avec balisage et/ou protection collective, dissociée des voies des véhicules et engins	Selon PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
Cheminement sur chantier	Voie stable et compactée avec balisage et/ou protection collective, dissociée des voies des véhicules et engins	Selon PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
Eclairage	Eclairage de chantier extérieur si nécessaires (travaux de nuit)	Toute zone de circulation horizontale et verticale	Entreprise principale	Entreprise principale

## 3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

### 3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue automotrice	Suivant adéquation et plan de levage	Entreprise principale	Entreprise principale	
Camion auto-déchargeable	A définir sur PPSPS	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	

### 3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

## **Grue à tour**

Sans objet

## **Grue automotrice**

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

## **Autres engins**

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

## **Personnel utilisateur**

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

## **Appareils de levage**

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

## **Sécurisation des moyens de levage**

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).  
La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

## **Convention de prêt**

La convention de prêt doit être réalisée au minimum 8 jours avant le levage avec étude d'adéquation et mise à jour du PPSPS si nécessaire.

### **3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles**

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

## **Phasage et moyens prévus**

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

### Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

### Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

## 3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Déblais pour reprise éventuelle	Sur site permettant une reprise sécurisée	Suivant PIC		Pas de stockage en compression pouvant déstabiliser les sols en place.

## 3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Les entreprises devront respecter les normes environnementales imposées sur le chantier pour la gestion de leurs déchets. En cas de manquement la MO se réserve de faire réaliser les travaux de remise aux normes à la charge de l'entreprise défectueuse.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Chaque poste	Quotidien	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Bennes avec tri	Suivant PIC	Autant que nécessaire	Entreprise principale	Entreprise principale

### Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

### Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage ou son représentant, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais et sous la responsabilité de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

## 3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

### 3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLIERE ELIMINATION
---------------	----------------	------------------	------------------------	--------------------

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Terres polluées (présence de métaux lourds...)	Entreprise générale	Suivant PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
HAP (Hydrocarbure aromatique polycyclique)	Entreprise générale	Suivant PIC	Entreprise principale	Entreprise principale
En cas de suspicion de pollution des terres lors de l'ouverture de fouille (odeurs, couleurs...), stopper toute intervention et avertir la maîtrise d'oeuvre et la maîtrise d'ouvrage.	Entreprise générale	A définir en fonction de l'évènement.	Entreprise principale	Entreprise principale

### 3.5.2 Travaux divers

Sans objet.

### 3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

#### Nature des protections collectives

Les protections collectives doivent être au minimum conformes au code du travail.

Le lot principal est en charge de la mise en place et la maintenance des protections collectives.

Lorsqu'une entreprise dépose une protection collective pour ses travaux, elle doit mettre en place au préalable une protection au minimum équivalente.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Fouille	Balisage tête de fouille ou protection collective si un cheminement piéton est à proximité	Entreprise principale	Entreprise principale
Tranchée	Balisage tête de fouille ou protection collective si un cheminement piéton est à proximité Blindage pour une profondeur supérieure à 1,30 m.	Entreprise principale	Entreprise principale

### 3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les échafaudages et passerelles devront comporter l'affichage du PV de montage ainsi que la fiche d'inspection visuelle avant utilisation.

Les compagnons devront être formés à l'utilisation et/ou vérification de l'échafaudage.

#### Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Sur ouvrage d'art franchissant la RN88.	Suivant planning MOE	Entreprise principale	Entreprise principale	Entreprise principale et autres entreprises avec convention d'utilisation.
Passerelles périphériques et échafaudage	Sur ouvrage d'art franchissant la RN88.	Suivant planning MOE	Entreprise principale	Entreprise principale	Entreprise principale et autres entreprises avec convention d'utilisation.

### 3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Selon le PIC du lot principal. Le lot principal devra faire un estimatif des besoins de chacun afin de dimensionner l'installation électrique.	En période de préparation de chantier	Entreprise principale	Entreprise principale

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoire générale	Selon le PIC du lot principal.	En période de préparation de chantier	Entreprise principale	Entreprise principale
Alimentation cantonnement	Selon le PIC du lot principal	Au démarrage des travaux	Entreprise principale	Entreprise principale
Armoires secondaires	La distance entre le poste de travail et les coffrets ne doit pas excéder 25 m. Minimum 1 coffret par niveau y compris combles / sous sol et vide sanitaire. Les armoires électriques doivent être verrouillée, l'accès est réservé aux personnes habilitées.	A l'avancement	Entreprise principale	Entreprise principale
Eclairage poste de travail	Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre	A l'avancement	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

### 3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Limiter la coactivité

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
---------	----------------	---------	--------------	--------------------------------

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Terrassement	Entreprise principale	Entreprise principale	Entreprise seule dans la zone Balisage de l'intervention	Entreprise principale

### 3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

#### SAUVEGARDE DES OUVRAGES

Responsabilité de la Maîtrise d'Ouvrage.

La situation actuelle peut ou a pu imposer de mettre le chantier en veille, ou en mode dégradé.

Ces situations nécessitent une vérification des points suivants sur la sauvegarde des ouvrages :

- provisoires,
- sur la tenue des terres (talus, fouilles, tranchées,...),
- sur la sauvegarde des avoisinants,
- sur la pérennité des ouvrages soumis aux intempéries etc...

Pour l'ensemble des points ci-dessus, toutes les dispositions prises en la matière doivent être soumises au contrôleur technique avant la mise en place de mesure de sécurisation stricte.

Le but est de s'assurer que les ouvrages en cours qui ont été stoppés ne représentent aucun danger immédiat ou dans le temps, ni pour l'environnement du site, ni pour les travailleurs dans la poursuite et/ou la reprise des activités de chantier.

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais et sous la responsabilité de l'entreprise défaillante.

## 4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

S

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Suivant PIC	Circulation routière et piétonne	Signalisation routière réglementaire, respect des limitations de vitesse, vigilance	Toutes les entreprises	Entreprise principale
Environnement du chantier	Chantier en milieu urbain	Circulation routière et piétonne	Signalisation routière réglementaire, respect des limitations de vitesse, vigilance	Toutes les entreprises	Entreprise principale
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	Voir DT / DICT				
Interférence avec activité du site	Circulation RN88	Travaux réalisés sous circulation partielle	Signalisation routière réglementaire, respect des limitations de vitesse, vigilance	Toutes les entreprises	Entreprise principale

### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

## 5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

### 5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Pour les chantiers dont le montant de l'opération est supérieur à 760 000 €, des VRD préalables sont obligatoires.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Selon le PIC du lot principal	En période de préparation de chantier	Entreprise principale
Desserte intérieure	Selon le PIC du lot principal	En période de préparation de chantier	Entreprise principale
Eau potable	Selon le PIC du lot principal	En période de préparation de chantier	Entreprise principale
Eau usées	Selon le PIC du lot principal	En période de préparation de chantier	Entreprise principale
Eau pluviale	Selon le PIC du lot principal	En période de préparation de chantier	Entreprise principale
Electricité	Selon le PIC du lot principal	En période de préparation de chantier	Entreprise principale

### 5.2 CANTONNEMENTS

Le cantonnement est assuré par une base vie mobile autonome.

Celle ci sera déplacée en fonction des phasages d'intervention sur le présent marché.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	30 travailleurs	Selon le PIC		Entreprise principale	Entreprise principale	Entreprise principale
Réfectoire	30 travailleurs	Selon le PIC		Entreprise principale	Entreprise principale	Entreprise principale
Sanitaires	30 travailleurs	Selon le PIC		Entreprise principale	Entreprise principale	Entreprise principale
Sanitaires sur chantier	30 travailleurs	Selon le PIC		Entreprise principale	Entreprise principale	Entreprise principale

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Douches	30 travailleurs	Selon le PIC		Entreprise principale	Entreprise principale	Entreprise principale
Salle de réunion	15 personnes	Selon le PIC		Entreprise principale	Entreprise principale	Entreprise principale

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement faire appliquer les dispositions prévues ci-dessus aux frais de l'entreprise défaillante.

## 5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

### 5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

#### Lots concernés

Lot Principal

### 5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

### 5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Entreprise principale	Entreprise principale

## 6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

### 6.1 ORGANISATION

Chaque entreprise doit équiper son personnel d'un téléphone portable.

Affichage des consignes d'urgence de secours dans les cantonnements.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Téléphone de chantier ou téléphone portable			Toutes les entreprises
Accès secours	Entrée principale du chantier			Entreprise principale
Point de rencontre	Homme trafic à l'accueil des secours			Toutes les entreprises
Secouriste	Liste des secouristes affichée dans la base vie	Nous demandons que 2 secouristes soient présents en permanence sur le chantier		
Trousse de secours	Dans la base vie et fourgons entreprises			Entreprise principale Toutes les entreprises
Extincteur cantonnement	Dans la base vie		Affichage réglementaire des natures de feux	Entreprise principale

### 6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Interdiction de consommer de l'alcool sur le chantier.

Interdiction de brûler des déchets sur le chantier.

#### **6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé**

Sans objet.

#### **6.2.2 Interdiction de fumer**

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

## 7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

---

### 7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

### 7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

### 7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

### 7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DIRECCTE dont dépend géographiquement l'opération. Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant en France. Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action. A défaut

de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

## 8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL

---

**Règlement de CISSCT est joint en annexe (si opération de 1ère catégorie uniquement)**

## ANNEXES

### **RN88-COMPLÉMENT DU DEMI-ÉCHANGEUR DE LA VARIZELLE**

N88  
42400 SAINT-CHAMOND

Liste des annexes
1 - Projet de règlement de CISSCT
2 - Panneau : En cas d'accident

## 9.1 Règlement CISSCT

**Chantier : RN88 - ECHANGEUR DE LA VARIZELLE**

**Maître d'ouvrage : Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**Article 1 - CONSTITUTION ET DUREE DU CISSCT :**

Un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) est constitué à l'initiative du Maître de l'Ouvrage, conformément aux articles L 4532-10 et R 4532-77 du Code du Travail et au Décret 95.543 du 4 mai 1995.

Il cessera ses activités sur sa décision, au plus tard, à la réception des travaux.

**Article 2 - LES MISSIONS DU CISSCT :**

Les missions du Collège, définies par les articles L 4532-13 et R 4532-90 du Code du Travail sont, notamment :

- 2-1 : d'approuver le règlement du CISSCT.
- 2-2 : de définir les règles communes destinées à contribuer à la coordination des mesures prises pour assurer le respect des mesures de Sécurité et de Protection de la Santé applicables au chantier.
- 2-3 : de s'assurer de la suite donnée aux mesures retenues par les membres du CISSCT et de vérifier que l'ensemble des règles prescrites sont effectivement mises en œuvre, notamment lors des visites de chantier.
- 2-4 : d'examiner les accidents ou incidents du travail survenus sur le chantier et de participer à l'enquête des accidents graves.
- 2-5 : de proposer des formations de sécurité complémentaires et d'examiner les formations réglementaires dispensées par les entreprises en application de l'article L 4141-2 du Code du Travail.
- 2-6 : de régler les difficultés qui pourraient subvenir entre ses membres.

**Article 3 - RESPONSABILITE DU CISSCT :**

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil, en application des autres dispositions du Code du Travail.
- Les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (article L 4532-14 du Code du Travail).

**Article 4 - COMPOSITION DU CISSCT :**

**4-1 : Les membres ayant voix délibérative :**

- 4-1-1 : Le Président du CISSCT, à savoir le Coordonnateur de Réalisation de la Sécurité et de la Protection de la Santé.
- 4-1-2 : Le Coordonnateur SPS de Conception, s'il est différent.
- 4-1-3 : Le ou les divers Maîtres d'œuvre intervenant sur le chantier, ou leurs représentants habilités.
- 4-1-4 : Les entrepreneurs. Le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier, ou son représentant habilité.
- 4-1-5 : Les sous-traitants : Le chef de chacune des entreprises sous-traitantes intervenant sur le chantier, ou son représentant habilité.
- 4-1-6 : Ne sont pas tenues de participer au CISSCT, les entreprises qui n'auront pas sur le chantier au moins dix travailleurs pendant au moins quatre semaines, à condition qu'elles n'exécutent pas des travaux à risques particuliers.

- 4-1-7 : Les travailleurs indépendants.

#### **4-2 : Les participants ayant voix consultative :**

Un représentant salarié de chacune des entreprises intervenantes (titulaires de marché ou sous-traitantes), effectivement employé sur le chantier et désigné par le CHSCT, ou par les délégués du personnel.

En l'absence de CHSCT ou de délégué du personnel au sein de l'entreprise, le représentant salarié sera choisi par les membres de l'équipe qui intervient sur le site.

#### **4-3 : Peuvent assister aux réunions, avec voix consultative :**

- L'agent de contrôle de l'Inspection du Travail ou son représentant.
- L'ingénieur en chef du service prévention de la (CARSAT) ou son représentant.
- Le secrétaire du comité régional de l'OPPBTP ou son représentant.
- Le ou les médecins du travail des entreprises qui interviennent sur le chantier. Ces dernières devront indiquer les coordonnées de leur médecin du travail au Président du CISSCT.
- Le Maître de l'Ouvrage ou son représentant.

#### **4-4 : Nomination des représentants :**

Chaque entreprise communique les noms de ses deux représentants au Président du CISSCT, au plus tard avant la réunion d'adoption du règlement.

Dans la mesure du possible, les représentants seront toujours les mêmes.

#### **4-5 : Liste des membres :**

Elle est tenue à jour et affichée sur le chantier par le président du CISSCT.

#### **4-6 : Nota :**

Le CISSCT peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé, inscrit à l'ordre du jour de sa réunion.

### **Article 5 - ATTRIBUTION DU PRESIDENT DU CISSCT :**

- 5-1 : Il établit (ou entérine, s'il n'est pas le coordonnateur SPS de conception,) le projet de règlement qui précise le fonctionnement et les missions du CISSCT.
- 5-2 : Il s'assure de la continuité et de l'application de la coordination des mesures adoptées par le CISSCT et le respect des règles de santé et de sécurité du travail applicables au chantier.
- 5-3 : Il convoque les membres du CISSCT et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes.
- 5-4 : Il diffuse et arrête l'ordre du jour des réunions.
- 5-5 : Il préside les réunions avec voix prépondérante, ainsi que spécifié à l'article 6 ci-dessous.
- 5-6 : Il signe et annexe les procès verbaux des réunions, après leur adoption par le CISSCT, dans un registre mis à disposition, sur le chantier, et les conserve pendant cinq ans après la réception de l'ouvrage.
- 5-7 : Il représente le CISSCT à l'égard des tiers pendant la période d'activité du CISSCT et a autorité, dans le cadre de sa mission, sur le personnel mis à disposition du CISSCT.
- 5-8 : Il répond par écrit aux observations formulées par les membres des CHSCT ou des délégués du personnel des entreprises intervenant sur le chantier.
- 5-9 : Il informe les membres du CISSCT de toutes ses actions, accomplies dans le cadre de sa mission de Président.

### **Article 6 - ADOPTION DES DECISIONS DU CISSCT :**

Les décisions du CISSCT sont adoptées à la majorité simple des membres présents, ayant voix délibérative.  
En cas de partage égal des voix, celle du Président emporte la décision.

#### **Article 7 - CONVOCATION DU CISSCT :**

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard quinze jours avant la réunion (sauf urgence), à tous les membres du CISSCT et aux participants.  
L'ordre du jour, arrêté par le Président, est annexé à la convocation.

#### **Article 8 - REUNION CONSTITUTIVE DU CISSCT :**

Le Maître de l'Ouvrage convoque les membres du CISSCT et les participants à une réunion constitutive, qui doit se tenir au plus tard vingt et un jours avant le début des travaux.

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 8-1 : L'adoption du règlement du CISSCT.
- 8-2 : L'examen des premières mesures de coordination du chantier en matière de santé et de sécurité.
- 8-3 : L'examen et la définition des règles communes nécessaires pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier.
- 8-4 : La fixation de la date de la première réunion du CISSCT suivant l'ouverture du chantier, si cela est possible, sinon voir l'article 9 ci-après.

Le Président du CISSCT transmet le règlement, dès son adoption et à leur demande, à l'agent de contrôle de l'Inspection du Travail, à l'ingénieur du service prévention de la (CARSAT), au comité régional de l'OPPBTP.

Le procès verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du CISSCT est joint à cette transmission.  
Ce PV mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

#### **Article 9 - REUNIONS PLENIERES DU CISSCT :**

- 9-1 : **Première réunion suivant l'ouverture du chantier :**

Le Président convoque par lettre, avec ordre du jour, tous les membres et tous les participants à la première réunion du CISSCT, prévue à l'article R 4532-85 du Code du Travail.

Cette convocation est faite dès le commencement effectif des travaux, lorsque deux entreprises au moins sont présentes sur le site.

- 9-2 : **Périodicité des réunions :**

Sans préjudice des dispositions des articles 8, 9 et 10, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente, selon une périodicité de trois mois. Ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé, il pourra être réduit sur proposition du Président si l'importance et la nature des travaux le justifie.

Chaque réunion est précédée d'une visite de chantier.

Le Président peut, en cas de nécessité, provoquer une réunion plénière extraordinaire du CISSCT en dehors des dates initialement arrêtées, notamment sur la demande :

- De la majorité des représentants ayant voix délibérative.

- Du tiers des représentants du personnel.
- Eventuelle du Maître d'Ouvrage.

Ou dans le cas d'accident ou d'incident ayant des conséquences graves pour les ouvriers.

- **9-3 : Objet des réunions plénières :**

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

En plus des points prévus aux articles 8 et 9, ces questions comprennent :

- L'approbation du procès verbal de la réunion précédente.
- L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la réunion précédente.
- Le résumé de l'activité de la période écoulée depuis la réunion précédente.
- Les suggestions et observations faites par les membres du CISSCT.
- L'examen des accidents ou incidents survenus sur le chantier et l'étude des accidents ou incidents survenus, dont une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le CISSCT.

Il est rappelé que chaque entreprise est tenue d'adresser au Président du CISSCT, dans les quarante huit heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail entraînant un arrêt.

- Les prévisions d'activité pour le trimestre à venir.

Les délibérations du CISSCT sont consignées dans les procès verbaux établis par le Président du CISSCT et transmises, dans la semaine qui suit la réunion, à tous les membres du CISSCT, aux participants et au CHSCT ou aux délégués du personnel des entreprises.

Les procès verbaux font ressortir notamment :

- L'ensemble des décisions prises par le CISSCT.
- Les compte-rendu des visites de chantier.
- Les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L 4141-2 du Code du Travail, ainsi que les formations sécurité complémentaires décidées par le CISSCT.

#### **Article 10 - REUNIONS RESTREINTES DU CISSCT :**

Des réunions restreintes peuvent être organisées par le Président ou à la demande d'un membre du CISSCT pour examiner et étudier des mesures propres à résoudre des problèmes qui, bien qu'entrant dans les attributions du CISSCT, ne concernent qu'un nombre restreint d'entrepreneurs.

Les procès verbaux de ces réunions sont communiqués pour information et adoption à la réunion plénière suivante du CISSCT.

#### **Article 11 - APPLICATION DES DECISIONS DU CISSCT :**

Les décisions du CISSCT sont immédiatement exécutoires et, sans spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier, ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Les mesures et risques communs en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et des Conditions de Travail sont intégrés par le Coordonnateur SPS au Plan Général de Coordination et de Protection de la Santé.

#### **Article 12 - MESURES DE FONCTIONNEMENT DU CISSCT :**

La gestion financière de fonctionnement du CISSCT est assurée par le Maître de l'Ouvrage.

Les dépenses engagées par le CISSCT sont supportées au prorata des entreprises concernées.

En cas de défaillance de l'une des entreprises, les dépenses lui incombant seront prélevées par tout moyen à la convenance du Maître de l'Ouvrage.

Le CISSCT peut confier au Président la possibilité de saisir une entreprise affectée au chantier pour pallier à la carence d'une autre entreprise dont les moyens de sécurité et les règles de santé sont insuffisants.

Les frais engagés par la-dite entreprise seront à la charge de l'entrepreneur défaillant.

#### **Article 13 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES :**

Tout différend entre les entreprises, à propos des mesures décidées par le CISSCT, fera l'objet d'une conciliation en réunion plénière.

Il en sera de même pour tout différend entre entrepreneur et membre du CISSCT avec voix consultative.

En dernier recours, il sera fait appel au Maître d'Ouvrage pour régler tout litige relatif à l'application du présent règlement, ou de décision prise par le CISSCT.

#### **Article 14 - PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CISSCT :**

Suivant les dispositions relatives au décret 95-543 du 4 mai 1995, précisant les modalités de fonctionnement du CISSCT, et plus particulièrement l'article 2 pour l'application des sanctions par les autorités administratives assermentées ; il est rappelé que des contraventions de cinquième classe peuvent être dressées pour toute infraction à la législation.

Dans le fonctionnement du CISSCT, son Président, à la demande du Maître de l'Ouvrage, prévoit, par ailleurs, l'application de pénalités pour :

- Absence du représentant de la direction d'une entreprise intervenant sur le site et dûment convoqué : 200 Euros.
- Absence du représentant salarié dûment convoqué : 200 Euros, à la charge de l'entreprise.
- Non application des décisions prises par le CISSCT : 500 Euros.

Le Président tiendra à jour un tableau des pénalités sur chaque procès verbal de réunion du CISSCT.

Le montant des pénalités sera prélevé, en temps utile, par le Maître de l'Ouvrage sur les situations de travaux émises par les entreprises et affecté à l'aide au financement de formation sur le chantier.

## 9.2 Panneau : En cas d'accident

# EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

**18** **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

## ICI CHANTIER

A: SAINT-CHAMOND  
RUE :N88

2

## PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...  
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...  
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

## SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

## DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

## FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

## NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

## Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.72.19.81.30 .